



Délégation Provence et Corse

**Acheteur : CNRS**  
**Délégation Provence et Corse**  
**31, chemin Joseph Aiguier**  
**CS70071**  
**13402 Marseille Cedex 9**

Pour le compte du :

<b>Centre d'Immunologie de Marseille-Luminy (CIML)</b> Case 906 - Parc Scientifique de Luminy 163 Avenue de Luminy 13288 Marseille Cedex 9	<b>Centre de Recherche en Cancérologie de Marseille (CRCM)</b> 27 Bd Leï Roure – CS 30059 13273 Marseille cedex 09
---	--

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

**N° CNRS2024/023 du 31/10/2024**

**« Gestion des opérations de laverie et d'hébergement, de maintenance et d'entretien des lignées de rongeurs présentes dans les animaleries du CIML et du CRCM »**

Marché passé en application du Code de la Commande Publique et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS)

Consultation passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire en application des articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la Commande Publique

Le **Centre National de la Recherche Scientifique** est représenté par

Le pouvoir adjudicateur délégué « Acheteur »,

Monsieur Jérôme VITRE, Délégué Régional pour la circonscription Provence et Corse.

## **SOMMAIRE**

<b>1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>2. MODE DE PASSATION ET FORME DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>3. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>4</b>
<b>4. PRISE D'EFFET- DUREE .....</b>	<b>5</b>
<b>5. EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
5.1. Modalités d'émission des bons de commande .....	5
5.2. Lieu d'exécution.....	5
5.3. Développement durable .....	6
5.4. Modification de l'accord-cadre en cours d'exécution .....	6
<b>6. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE / REVISION DU PRIX.....</b>	<b>7</b>
6.1. Montant de l'accord-cadre .....	7
6.2. Révision de prix .....	7
<b>7. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS.....</b>	<b>8</b>
7.1. <u>Avance et précompte de l'avance</u> .....	8
7.2. <u>Paielement</u> .....	8
7.3. <u>Facturation et règlement</u> .....	8
7.4. <u>Règlement et intérêts moratoires</u> .....	9
<b>8. PENALITES.....</b>	<b>10</b>
8.1. <u>Généralités du contrôle</u> .....	10
8.2. <u>Organe de contrôle et modalités de constatation</u> .....	10
8.3. <u>Points de contrôle et pénalités</u> .....	10
8.4. <u>Application des pénalités</u> .....	11
<b>9. RESILIATION .....</b>	<b>11</b>
<b>10. RETENUE DE GARANTIE / CAUTIONNEMENT .....</b>	<b>11</b>
<b>11. CESSION - NANTISSEMENT .....</b>	<b>12</b>
<b>12. OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL .....</b>	<b>12</b>
<b>13. CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>12</b>
<b>14. CLAUSES PARTICULIERES .....</b>	<b>12</b>
<b>15. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>13</b>
<b>16. CESSION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>13</b>
<b>17. ATTRIBUTION DE JURIDICTION .....</b>	<b>13</b>
<b>18. DEROGATIONS AU CCAG/FCS.....</b>	<b>14</b>

La présente procédure est passée sur la base d'une convention constitutive de groupement de commandes n° **CNRS/2024/023/CCGC-2025-01** établie en application des articles L2113-6 à L2113-8 du code de la commande publique du 5 décembre 2018, entre les **pouvoirs adjudicateurs suivants** :



**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Etablissement public à caractère scientifique et technologique  
Délégation Régionale Provence et Corse  
31, chemin Joseph Aiguier  
CS70071  
13402 Marseille Cedex 09  
Tel : 04 91 16 40 14

**Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur : Monsieur Jérôme VITRE, Délégué Régional**

**Comptable assignataire : Madame l'Agent comptable secondaire pour la Circonscription Provence et Corse du CNRS**

ci-après désigné **CNRS**



Institut national  
de la santé et de la recherche médicale

**INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE**

Etablissement public à caractère scientifique et technologique  
Délégation Régionale Paca et Corse  
18 avenue Mozart - CS 20172 13276 Marseille Cedex 09  
Tél. 04 91 82 70 00

**Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur : Madame Françoise SIMON-PLAS, Déléguée Régionale**

**Comptable assignataire : Madame l'Agent comptable secondaire pour la Circonscription Paca et Corse de l'INSERM**

ci-après désigné **INSERM**

Ci-dessus dénommés comme membres du groupement,  
et en ce qui concerne **le CNRS**, désigné comme **pouvoir adjudicateur coordonnateur** du groupement de commandes

Il est indiqué que, conformément aux engagements des pouvoirs adjudicateurs membres de la convention constitutive de groupement:

- Le pouvoir adjudicateur de l'Etablissement coordonnateur assure la passation de la procédure ainsi que la signature et la notification de l'accord-cadre avec le titulaire concerné.
- Chaque bon de commande qui en découlera sera ensuite passé par chaque pouvoir adjudicateur membre du groupement pour ce qui le concerne et sera signé avec le titulaire de l'accord-cadre retenu au terme de la procédure.

## **1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre a pour objet de confier à un prestataire extérieur la gestion des opérations de laverie, d'hébergement, de maintenance et d'entretien des lignées de rongeurs présentes dans les animaleries du CIML et du CRCM.

L'accord-cadre est divisé en deux lots comme suit :

**Lot 1** : gestion des opérations de laverie, d'hébergement, de maintenance et d'entretien des lignées de rongeurs présentes dans les animaleries du CIML.

**Lot 2** : gestion des opérations de laverie, d'hébergement, de maintenance et d'entretien des lignées de rongeurs présentes dans les animaleries du CRCM.

Pour chacun des lots, l'accord-cadre se compose :

- D'une partie forfaitaire pour les prestations récurrentes qui sera exécutée au moyen de bon de commande annuel ;
- D'une partie qui sera exécutée à la demande au moyen de bons de commande lors de la survenance du besoin.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n°CNRS2024/023 définit les conditions et les modalités d'exécution des prestations.

Les spécifications techniques de ces prestations sont précisées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) référencés :CNRS2024/023/CIML pour le lot 1 et CNRS2024/023/CRCM pour le lot 2.

## **2. MODE DE PASSATION ET FORME DE L'ACCORD-CADRE**

La présente consultation est passée selon l'appel d'offres ouvert, en application des articles, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique :

- sans minimum et avec un montant maximum de 375 000 euros par an pour l'ensemble des membres de la convention constitutive de groupement pour le lot 1.
- sans minimum et avec un montant maximum de 120 000 euros par an pour l'ensemble des membres de la convention constitutive de groupement pour le lot 2.

Il s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

**Ce montant maximum comprend l'évaluation de la prestation récurrente et les éventuelles prestations à la demande.**

## **3. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels régissant l'accord-cadre sont énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement (ATTR11) et ses éventuelles annexes,
2. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n° CNRS2024/023,
3. les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° CNRS2024/023/CIML et CNRS2024/023/CRCM,
4. le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G/F.C.S), NOR : ECEM0816423A disponible à l'adresse :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
5. l'offre technique du Titulaire,
6. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,

Toute clause, portée dans la proposition du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Le présent accord-cadre exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

#### **4. PRISE D'EFFET- DUREE**

**Pour le lot 1** : l'accord-cadre prend effet le 1er jour du mois suivant sa date de notification.

**Pour le lot 2** : l'accord-cadre prend effet le **17 juin 2025** ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Il est conclu pour une durée ferme de 12 mois et est renouvelable 3 fois pour la même durée de 12 mois par reconduction tacite, sa durée maximale ne pouvant excéder 4 ans.

A l'issue de cette période, les relations contractuelles entre le CNRS, l'Inserm et le titulaire prennent fin et l'accord-cadre n'existe plus.

Le CNRS pourra se prononcer sur la non reconduction éventuelle de l'accord-cadre au moins deux mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre en le notifiant par courriel ou courrier, avec avis de réception.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours d'exécution.

Le titulaire du contrat ne peut refuser sa reconduction sauf stipulation contraire prévue dans le présent accord-cadre.

#### **5. EXECUTION DU MARCHÉ**

##### **5.1. Modalités d'émission des bons de commande**

Le présent accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande établis à partir des prestations retenues dans le cadre de l'accord-cadre et validés par le pouvoir adjudicateur « Acheteur ».

**Pour la prestation récurrente**, chaque établissement adressera au titulaire un bon de commande annuel facturé en douzième mensuellement.

**Pour les prestations à la demande**, chaque établissement adressera au titulaire ses bons de commande lors de la survenance du besoin sur la base des prix stipulés aux rubriques B1.b), B1.c), B1.e) et B1.f) de l'acte d'engagement. Ils ne peuvent couvrir une période inférieure à 1 mois.

Ils seront notifiés au titulaire au moins 30 jours avant le début d'exécution des prestations.

Les bons de commande seront notifiés par voie électronique avec production d'une date certaine. Ils devront être confirmés par un avis de réception.

Pour être valides ces bons de commande sont signés par la personne dûment habilitée à engager chacun des établissements membres du groupement.

Le titulaire peut vérifier la qualité du signataire du bon de commande auprès de l'ordonnateur secondaire dont il dépend.

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS les bons de commande deviennent définitifs si le titulaire n'a pas fait part d'observation par écrit au signataire dans un délai de 15 jours qui suivent sa réception.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 4 mois après le dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande.

##### **5.2. Lieu d'exécution**

**Pour le lot 1** :

Les prestations s'effectueront dans les locaux du **Centre d'Immunologie de Marseille-Luminy (CIML)** à la dresse suivante :

**CIML - CNRS UMR 7288 / Inserm U1104  
Case 906 - Parc Scientifique de Luminy  
13288 Marseille Cedex 9 – France**

**Pour le lot 2** :

Les prestations s'effectueront dans les locaux du **Centre de Recherche en Cancérologie de Marseille (CRCM)** à la dresse suivante :

**CRCM – CNRS UMR7258 / Inserm U1068  
27 Bd Leï Roure – CS 30059  
13273 Marseille cedex 09**

### **5.3. Développement durable**

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'Accord-cadre, sur simple demande du Bénéficiaire.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution de l'accord-cadre, les éventuelles modifications, demandées par le Bénéficiaire, afin de se conformer aux nouvelles règles, donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties, en application de l'article 7 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre de l'accord-cadre, notamment sur les points suivants :

- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.
- la politique d'entreprise « transport » mise en œuvre pour les salariés

### **5.4. Modification de l'accord-cadre en cours d'exécution**

Les modifications autorisées dans le cadre de l'accord-cadre sont celles prévues aux articles R2194-2 à R2194-9 du code de la commande publique.

Ces modifications entraînent la conclusion d'un avenant.

- En cas de modifications, de l'organisation des prestations, de l'évolution du périmètre d'intervention ou de volumétrie liée au périmètre (à la baisse), celles-ci feront l'objet d'un avenant conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique.
- Des modifications contractuelles mineures peuvent survenir sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant dès lors qu'elles n'entraînent pas de modifications de prix et de délais et qu'elles ne modifient pas les conditions d'exécution de l'accord-cadre.

Toutefois, ces modifications mineures doivent être préalablement approuvées par les deux parties à l'accord-cadre sous la forme d'un accord écrit. Ces modifications ne doivent ni changer l'objet de l'accord-cadre, ni modifier substantiellement les caractéristiques contractuelles.

Toute modification affectant le Titulaire est portée impérativement à la connaissance du CNRS par courriel. Le Titulaire y joint, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB/IBAN, etc.).

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification relative aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- Modification relative à la dénomination ou raison sociale du Titulaire ;
- Modification affectant le capital social du Titulaire, sa vie sociale ou l'identité de ses actionnaires (par exemple, la mise en redressement judiciaire d'un des actionnaires) et n'emportant pas cession du marché ;
- Modification relative à l'adresse que le Titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modifications relatives aux coordonnées bancaires du Titulaire.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance du CNRS par écrit. Ces modifications peuvent entraîner le changement de numérotation de l'accord-cadre par le CNRS et la transmission de ce nouveau numéro au Titulaire.

Le Titulaire doit informer le CNRS par écrit, dans les plus brefs délais, de tout projet de fusion ou scission dont il fait l'objet et de tout projet de cession de l'accord-cadre.

Il doit produire les documents et renseignements utiles concernant les changements qu'entraînent ces opérations.

- Les situations entraînant une cession de l'accord-cadre et les conditions de son acceptation sont fixées à l'article 16 du présent document.

L'accord sera formalisé par voie d'avenant.

## **6. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE / REVISION DU PRIX**

### **6.1. Montant de l'accord-cadre**

Le montant total ANNUEL hors-taxes pour la partie récurrente de l'accord-cadre est stipulé à la rubrique B1.a) et B1.d) de l'acte d'engagement. Il s'agit d'un prix global et forfaitaire.

Pour les prestations à la demande, le prix s'entend unitaire mensuel conformément à l'acte d'engagement rubriques B1.b), B1.c), B1.e) et B1.f).

Le prix défini ci-dessus comprend tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre et au respect des engagements pris par le titulaire.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans le présent accord-cadre n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci, en cas de modifications fiscales seront facturées et réglées au taux applicable au jour d'exécution de la prestation.

### **6.2. Révision de prix**

Les prix de l'accord-cadre pourront être révisés une fois par an à la date anniversaire de l'accord-cadre, en application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,150 + 0,850 \times \frac{ICHT-M}{ICHT-M_0})$$

**P** = Prix de l'accord-cadre révisé ;

**P<sub>0</sub>** = Prix initial de l'accord-cadre figurant à l'acte d'engagement;

**ICHT-M<sub>0</sub>** = Valeur de l'Indice mensuel du coût horaire du travail révisé tous salariés - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (identifiant INSEE n°001565195), connu au mois de la remise de la remise des offres ;

**ICHT-M** = Valeur de l'Indice mensuel du coût horaire du travail révisé tous salariés - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (identifiant INSEE n°001565195), connu au moment de la révision de prix.

Chaque année, le titulaire adressera les nouveaux tarifs ainsi que les justificatifs nécessaires au plus tard deux (2) mois avant sa date de mise en application par écrit, par courrier ou par mail avec accusé de réception.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si le CNRS n'a pas fait d'observation dans un délai d'un (1) mois maximum à compter de leur date de réception.

En cas de modification ou de suppression de tout ou partie des indices précédents, les nouveaux indices pris en compte seront modifiés par voie d'avenant.

La révision ne devra pas conduire à une hausse des prix de plus de 5 %. Le CNRS se laissera alors la possibilité d'étudier les justifications du titulaire avant d'accepter une telle augmentation et d'en vérifier la conformité.

En complément des cas de résiliation prévus au CCAG/FCS, le CNRS se réserve le droit de résilier le marché pour motif d'intérêt général, sans aucune indemnité, par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, mais après information du titulaire, si l'augmentation annuelle des prix est supérieure à 5%.

## 7. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

### 7.1. Avance et précompte de l'avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG/FCS.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-3 à R2191-7 et R2191-16 du Code de la Commande Publique, une avance de 5% (10% pour les PME) du montant TTC de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sera versée, sauf en cas de renonciation du titulaire stipulée dans l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance s'effectue selon les dispositions mentionnées aux articles R2191-11 et R2191-19 du Code de la Commande Publique.

Ce remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

Le versement de l'avance ne donne pas lieu à émission d'une facture.

L'avance est versée, dans les 30 jours à compter de la notification des bons de commande.

### 7.2. Paieement

**Pour la prestation récurrente** : Des acomptes après service fait, interviendront chaque mois pour 1/12<sup>ème</sup> du montant annuel stipulé à l'acte d'engagement. Le paiement s'effectuera à terme échu sur présentation d'une facture après exécution de la prestation.

**Pour la prestation à la demande** : Des acomptes après service fait, interviendront chaque mois pour le montant du bon de commande établi sur la base des prix stipulés aux rubriques B1.b), B1.c), B1.e) et B1.f) de l'acte d'engagement. Le paiement s'effectuera à terme échu sur présentation d'une facture après exécution de la prestation.

### 7.3. Facturation et règlement

- Conformément aux articles L2192-2 à L2192-5, D2192-2 et R2192-3 du code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

**Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :**

**En ce qui concerne le CNRS,**

SIRET du CNRS n°18008901303720 ;

Le code service de l'entité CNRS facturée : UMR7280 pour le lot 1 – CIML, UMR7258 pour le lot 2 - CRCM

Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (Exemple : 0815LL23500).

Au titre du présent accord-cadre, les paiements par virements administratifs seront effectués sur présentation de factures adressées après service fait à :

**CNRS – SCD**

2 Rue Jean Zay - TSA 61004  
F-54519 Vandoeuvre les Nancy Cédex

**En ce qui concerne l'Inserm,**

SIRET de l'INSERM n°18003604801674 ;

Le code service de l'entité INSERM facturée : U1104 pour le lot 1 – CIML, U1068 pour le lot 2 - CRCM;

Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande notifié par l'INSERM (Exemple : 450000000.) .

Au titre du présent accord-cadre, les paiements par virements administratifs seront effectués sur présentation de factures adressées après service fait à :

**INSERM Délégation Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse**

18, avenue Mozart – CS 20172

13276 Marseille cedex 09

- Les factures devront comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants :
- La date, le numéro de la facture et la référence précise du marché (transmis au moment de la notification du marché),
  - Le nom, l'adresse du créancier et son numéro SIRET,
  - Le N° de bon de commande relatif à l'accord-cadre,
  - les nom et adresse du bénéficiaire des prestations,
  - La nature et le mois d'exécution des prestations facturées,
  - les montants en Euros HT et TTC de la prestation exécutée,
  - le taux et le montant de la TVA,
  - le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire, identique à celui précisé à l'acte d'engagement,
  - **le numéro de TVA intracommunautaire de l'émetteur du bon de commande, FR40 180 089 013 pour le CNRS et FR311 80036048 pour l'Inserm;**
  - **le numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire,**

**Si une facture ne contient pas ces mentions et indications, elle pourra faire l'objet d'un rejet.**

**7.4. Règlement et intérêts moratoires**

Conformément aux dispositions des articles R2192-10 et R192-12 du code de la commande publique, le délai de paiement des sommes dues au titre du présent marché est de 30 jours, à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense.

En cas de désaccord sur le montant facturé, le règlement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le CNRS.

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du Code de la commande Publique.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, chacun des membres s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

## 8. PENALITES

Indépendamment des possibilités de résiliation évoquées ci-dessous, chacun des membres émetteur du bon de commande appliquera par dérogation au CCAG/FCS, les dispositions suivantes :

### 8.1. Généralités du contrôle

Le responsable de l'animalerie souris met en place une méthode de contrôle des prestations. Cette méthode de contrôle doit permettre de transcrire la notion subjective de propreté, rangement et d'organisation de l'animalerie en une notion objective et mesurable.

Le principe consiste à contrôler d'une manière aléatoire, après l'intervention du titulaire, les zones définies dans le CCTP, sous la responsabilité du titulaire, dont les exigences de propreté, rangement et d'organisation sont prédéfinies dans l'article 3 du même CCTP

### 8.2. Organe de contrôle et modalités de constatation

Les contrôles seront effectués uniquement par le responsable de l'animalerie de manière aléatoire et inopinée. Ces contrôles ont pour but de vérifier que le niveau de qualité est conforme à celui attendu. Et le cas échéant, ils ont pour but de sanctionner une situation de non-conformité du moment.

Dans le cas d'une non-conformité détectée dans la plage horaire définie dans le CCTP, la personne désignée par l'entreprise et chargée du dialogue avec le responsable de l'animalerie sera appelée pour constater la non-conformité.

Dans tous les cas (présence ou non de la personne chargée du dialogue désignée par l'entreprise), un mail sera envoyé par le responsable de l'animalerie à la personne désignée par le titulaire en tant que responsable de l'équipe en place au sein de l'animalerie souris.

Un délai de 3 jours ouvrés sera laissé à l'entreprise pour répondre. Dans le cas avéré d'un manquement au présent marché ou d'une absence de réponse dans les 3 jours ouvrés, les pénalités suivantes seront appliquées par transmission d'une lettre émanant du directeur d'unité au pôle achat de la délégation Provence et Corse du CNRS.

Le contrôle s'effectue à partir du constat visuel objectif et rigoureux des défauts visibles par le responsable de l'animalerie. Si nécessaire des réunions de travail seront organisées.

### 8.3. Points de contrôle et pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque chacun des représentants constate une mauvaise exécution des prestations objet de l'accord-cadre, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité, dans les cas suivant :

Points de contrôle	Modalités de contrôle	Pénalités
Retard répété ou absence non justifiée d'un agent du titulaire à son poste ou aux réunions	Constaté et notifié par le responsable animalerie	150€ après 3 retards ou par absence
Erreurs répétées (soin aux animaux, euthanasie, nettoyage, respect des procédures et des plannings)	Constaté et notifié par le responsable animalerie et les équipes utilisatrices	100€ par erreur si l'erreur identifiée se répètent plus de 3 fois en 15 jours
Défaut de formation des personnels titulaires et remplaçants	Constaté et notifié par le responsable animalerie et les équipes utilisatrices	100€ par jour et par personnel
Absence de réunion de suivi avec les personnels	Constaté et notifié par le responsable animalerie	150€ après 3 absences de réunion
Non remplacement des absences dans les délais	Constaté et notifié par le responsable animalerie	150€ par jour non remplacé et par agent

Le montant des pénalités ne peut pas excéder 20% du montant total HT de l'accord-cadre.

Il ne sera pas fait application de l'exonération des pénalités.

Les pénalités seront directement imputées le cas échéant sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

#### **8.4. Application des pénalités**

La somme de l'ensemble des sanctions sera cumulée mensuellement et défacturée sur la facturation de l'entreprise.

En cas de non-exécution ou de non-conformité des prestations, dûment constaté par le Représentant de la Personne Responsable du marché, le CNRS adresse au Titulaire une lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) lui enjoignant de remédier aux manquements ou anomalies relevés dans un délai de 15 jours et stipulant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées

Passé ce délai de 15 jours, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Sans réponse du titulaire, une dernière mise en demeure sera adressée par LRAR au Titulaire avec un nouveau délai de 15 jours pour réaliser les actions correctrices.

Si à son tour cette mise en demeure réitérant les termes de la première lettre n'est pas suivie d'effet immédiat, le CNRS se réserve le droit de résilier le présent marché aux torts du titulaire, dans les conditions prévues au CCAG/FCS, et notamment son article 41 « résiliation pour faute du titulaire »

#### **9. RESILIATION**

Le présent accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents demandés au titre de l'offre (pièces mentionnées aux articles D. 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale et attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales) et de ceux fournis au titre de la candidature, l'accord-cadre sera résilié aux torts du Titulaire.

L'ensemble des prestations que le titulaire réalise ou sous-traite sont effectuées conformément aux dispositions du code du travail relatives notamment :

- Au travail illégal,
- A l'hygiène et à la sécurité,
- A l'utilisation de la main d'œuvre étrangère.

De même tout mauvais traitement envers les animaux par le Titulaire dont le CNRS aurait connaissance entraînera la résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire

En cas de manquement par le titulaire à ses obligations légales et contractuelles, l'accord-cadre sera résilié pour faute du titulaire en application de l'article 41 du CCAG/FCS.

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues par l'article 39.2 du CCAG/FCS. Dans cette hypothèse, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

En application de l'article L2195-4 du Code de la commande publique relative aux marchés publics, lorsqu'un opérateur économique est au cours de l'exécution du marché public, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique susvisée ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier le marché public pour ce motif. Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire ou de liquidation judiciaire, les produits ou matériels livrés ainsi que les fournitures complémentaires mises en place par le Titulaire dans les locaux, deviennent propriété de l'émetteur du bon de commande.

Toutefois, après son expiration ou après résiliation comme spécifié ci-dessus, les deux parties demeurent liées du fait des prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer.

Ces dispositions s'appliquent également sur les bons de commande qui continueraient à s'exécuter dans un délai maximal de 4 mois, après la fin de l'accord-cadre

#### **10. RETENUE DE GARANTIE / CAUTIONNEMENT**

Sans objet.

## 11. CESSION - NANTISSEMENT

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire à sa demande une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements relatifs au nantissement des marchés est l'ordonnateur

## 12. OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de l'accord-cadre de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

Il en va de même pour toutes les imprécisions ou ambiguïtés qu'il relèverait dans le CCAP et/ou le CCTP.

## 13. CONFIDENTIALITE

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS, s'appliquent au présent accord-cadre. Elles sont complétées par les dispositions suivantes :

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire, qui doit se conformer à la réglementation en vigueur et aux obligations de confidentialité visées ci-dessous. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par tous les membres du personnel intervenant qu'il emploie.

Les prestations, objet de l'accord-cadre, procurent par nature au Titulaire une grande visibilité sur le fonctionnement de l'animalerie de l'unité bénéficiaire. Aussi, le Titulaire est tenu par une obligation de confidentialité quant à son fonctionnement aux informations, documents, données, supports, équipements et matériels qu'il est appelé à connaître ou à manipuler pendant l'exécution des prestations.

Le Titulaire est tenu au **secret professionnel le plus absolu** et, en conséquence, ne doit pas divulguer de quelque manière que ce soit d'informations sur les éléments couverts par cet accord-cadre.

**Le Titulaire et son personnel s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement**, tout ou partie des informations, et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

En cas de manquement par le titulaire à ses obligations légales et contractuelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire en application de l'article 41 du CCAG/FCS.

## 14. CLAUSES PARTICULIERES

- ◇ L'exécution de l'accord-cadre est auditable par le CNRS et par l'Inserm.

Le Titulaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution de l'accord-cadre, à répondre à leurs questions et à effectuer les mesures éventuelles nécessaires.

- ◇ Le Titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurances en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à chacun des membres et/ou aux tiers à l'occasion des prestations objet de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurances pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Par ailleurs, il doit produire, à toute demande du CNRS, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. L'attestation devra être remise dans le délai de dix jours francs à compter de la demande du CNRS.

- ◇ Le Titulaire s'engage à respecter les préconisations des procédures hygiène et sécurité établies dans le cadre de la zootechnie ainsi que du plan de prévention qui sera établi avec le titulaire.

## **15. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le titulaire est tenu au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre conformément aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG/FCS.

Le titulaire du présent accord-cadre doit être en mesure de prouver sa mise en conformité avec les principes fondamentaux de la protection des données et notamment la légalité, l'impartialité, la transparence et la minimisation des données.

Dans la mesure où des échanges de données ont lieu pendant l'exécution de l'accord-cadre entre le titulaire et les établissements membres du groupement de commande, les traitements faits par les différentes parties prenantes se font sous leur responsabilité individuelle. D'autre part, l'ensemble des données clients traitées en cours d'exécution du présent accord-cadre est et reste la propriété des membres du groupement.

Par conséquent, le titulaire s'engage à remettre au CNRS l'ensemble des données clients traitées (matrices, fiches contacts...) tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

*Au plus tard quinze (15) jours suivant la fin de la période contractuelle, le titulaire doit avoir transmis l'ensemble des informations clients traitées*

En cas de manquement par le titulaire à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG/FCS.

## **16. CESSION DE L'ACCORD-CADRE**

Par cession de l'accord-cadre, on entend tout remplacement du Titulaire par un tiers au contrat, en cours d'exécution.

Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du Titulaire.

La cession de l'accord-cadre doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du marché initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels de l'accord-cadre tels que durée, prix, nature des prestations.

En outre, le Titulaire doit informer sans délai le CNRS de toute modification affectant son capital social, sa vie sociale ou l'identité de ses actionnaires (par exemple, la mise en redressement judiciaire d'un des actionnaires) mais qui n'emporte pas cession du marché.

La cession de l'accord-cadre ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et express du CNRS qui vérifiera, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles.

Le CNRS disposera, pour se prononcer, d'un délai d'un mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui devra être formulée par le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenir toutes les justifications nécessaires.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite. L'accord sera formalisé par voie d'avenant.

## **17. ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

L'accord-cadre est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français. En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Marseille conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du code des juridictions administratives.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution de ses prestations.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

**18. DEROGATIONS AU CCAG/FCS**

<b>Articles du CCAP</b>	<b>Articles du CCAG/FCS auxquels le CCAP déroge</b>
Art. 6.2. Révision de prix	Art. 42
Art. 8. PENALITES	Art. 14